



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS

CLASSÉES

SK/934

Arrêté du 7 septembre 2021

**portant mise en demeure à la société EUROVIA 15. Projekt GmbH & Co. KG de
respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2019 portant autorisation
environnementale d'exploiter un établissement logistique de grandes dimensions à la société
EUROVIA 15 Projekt GmbH & CoKG à Ensisheim en référence au titre VIII du Livre I et au
titre Ier du Livre V du code de l'environnement**

Le préfet du Haut-Rhin

Chevalier de la Légion d'Honneur

Chevalier de l'Ordre national du Mérite

Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment ses articles L171-7-I L.
171-8 I,

Vu l'arrêté du 27 mai 2019 portant autorisation environnementale d'exploiter un
établissement logistique de grandes dimensions à la société EUROVIA 15 Projekt
GmbH & CoKG à Ensisheim en référence au titre VIII du Livre I et au titre I^{er} du Livre
V du code de l'environnement,

Vu l'arrêté du 9 septembre 2020 portant prescriptions complémentaires à la société
EUROVIA-15 Projekt GmbH & CoKG pour l'exploitation d'une plateforme logistique à
Ensisheim en référence au titre VIII du Livre I et au titre I^{er} du Livre V du code de
l'environnement

Vu la visite d'inspection du site le 27 juillet 2021,

Vu le rapport du 10 août 2021 de la Direction de l'environnement, de
l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées,

Considérant que les articles 1.2.5 et 9.2.2 de l'arrêté du 27 mai 2019 susvisé,
complété en dernier lieu par l'arrêté du 9 septembre 2020 susvisé, prescrivent
respectivement des cellules photovoltaïques sur les toitures des deux bâtiments (A
et B) ainsi qu'une note d'analyse justifiant le comportement mécanique de la toiture
ou des structures modifiées par l'implantation de panneaux ou films

photovoltaïques,

Considérant qu'il a été constaté, par l'inspection des installations classées lors de la visite du 27 juillet 2021, l'absence de panneaux photovoltaïques sur la toiture des bâtiments A et B ainsi que l'absence des documents demandés à l'article 9.2.2 de l'arrêté du 27 mai 2019 susvisé complété,

Considérant que l'article 8.2.10.1 de l'arrêté du 27 mai 2019 susvisé, complété en dernier lieu par l'arrêté du 9 septembre 2020 susvisé, prescrit que l'exploitant doit disposer des moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques en présence dont la présence d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt,

Considérant qu'il a été constaté, par l'inspection des installations classées lors de la visite du 27 juillet 2021, l'absence d'extincteur à l'intérieur de l'entrepôt,

Considérant qu'il a été constaté, par l'inspection des installations classées lors de la visite du 27 juillet 2021, la présence d'armoires électriques dans les bâtiments alors que l'exploitant dispose uniquement de moyens d'extinction en eau non appropriés au risque électrique,

Considérant que l'article 8.2.10.2 de l'arrêté du 27 mai 2019 susvisé, complété en dernier lieu par l'arrêté du 9 septembre 2020 susvisé, prescrit la transmission au préfet des résultats des essais de mise en service des moyens de lutte contre l'incendie avant la mise en service de l'installation,

Considérant que le préfet n'a pas reçu les résultats des essais de mise en service des moyens de lutte contre l'incendie à ce jour alors que les installations sont en fonctionnement, que le justificatif présenté à l'inspection des installations classées lors de la visite du 27 juillet 2021 n'est pas exploitable (rédigé en langue étrangère) et que la description de ce document (compte rendu d'exercice d'évacuation) faite oralement par l'exploitant ne répond pas aux prescriptions de l'article 8.2.10.2 de l'arrêté du 27 mai 2019 susvisé complété,

Considérant que l'article 8.4.1.1 de l'arrêté du 27 mai 2019 susvisé, complété en dernier lieu par l'arrêté du 9 septembre 2020 susvisé, prescrit la présence de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle actionnable localement et à partir du poste de commande, et la définition d'une consigne pour leur fonctionnement,

Considérant que l'article 8.5.1 de l'arrêté du 27 mai 2019 susvisé prescrit que l'exploitant doit désigner des personnes connaissant les dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident,

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite du 27 juillet 2021, la présence d'un unique dispositif de commande au poste de commande,

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté, lors de la visite du 27 juillet 2021, que la personne désignée par l'exploitant pour intervenir en cas d'alerte ne connaissait pas le fonctionnement des dispositifs d'isolement et n'est pas informée de l'existence d'une consigne s'y rapportant,

Considérant les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et

activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 : La société EUROVIA 15. Projekt GmbH & Co. KG, désigné « exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est Schillerstraße 26 45 894 Gelsenkirchen Allemagne, est mise en demeure de se mettre en conformité avec les prescriptions des articles 1.2.5, 9.2.2, 8.2.10.1, 8.2.10.2, 8.4.1.1 et 8.5.1 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2019 susvisé complété pour son établissement situé 11 avenue de l'Europe à Ensheim (68 190).

Article 2 :

Au plus tard le 1er octobre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 1.2.5 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2019 susvisé complété, l'exploitant transmet au préfet un planning de réalisation des travaux pour la mise en conformité de son installation :

« • Un bâtiment « A » ; de 527 000 m³ permettant un volume maximal de stockage de 138 300 m³ ; ce bâtiment est composé de quatre cellules ; la toiture de ce bâtiment est munie d'installations photovoltaïques d'une superficie d'environ 12 220 m².

• Un bâtiment « B » de 592 000 m³ permettant un volume maximal de stockage de 195 000 m³ ; ce bâtiment est composé de quatre cellules ; la toiture de ce bâtiment est munie d'installations photovoltaïques d'une superficie d'environ 12 220 m². »

Article 3 :

Au plus tard le 1er octobre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2019 susvisé complété, l'exploitant adresse au préfet la note d'analyse :

« une note d'analyse justifiant :

- le comportement mécanique de la toiture ou des structures modifiées par l'implantation de panneaux ou films photovoltaïques ;
- la bonne fixation et la résistance à l'arrachement des panneaux ou films photovoltaïques aux effets des intempéries ;
- la maîtrise du risque de propagation vers toute installation connexe lors de la combustion prévisible des panneaux en l'absence d'une intervention humaine sécurisée ; »

Article 4 :

Au plus tard le 1er octobre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 8.2.10.1 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2019 susvisé complété :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- [...] »
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

[...] »

Article 5 :

Au plus tard le 1er octobre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 8.2.10.2 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2019 susvisé complété :

« [...] »

Les résultats des essais de mise en service des moyens de lutte contre l'incendie sont annexés à la déclaration de début d'exploitation transmise au préfet avant la mise en service des installations. »

Article 6 :

Au plus tard le 1er novembre 2021 et conformément aux prescriptions de l'article 8.4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2019 susvisé complété :

« Les réseaux de collecte eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. [...] »

Article 7 :

Au plus tard le 1er octobre 2021 et conformément aux prescriptions des articles 8.4.1.1 et 8.5.1 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2019 susvisé complété :

« Les réseaux de collecte eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement [...]. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. »

« L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

[...] »

Article 8 :

A défaut de satisfaire dans les délais prescrits aux conditions de la présente mise en demeure, et sans préjudice des dispositions pénales en la matière, l'exploitant s'expose aux sanctions administratives de l'article L.171-8 II du code de l'environnement.

Article 9 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à la société EUROVIA 15. Projekt GmbH & Co. KG.

À Colmar, le 7 septembre 2021

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Jean-Claude GENEY

Délais et voie de recours :

En vertu de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg ne peut être saisi que par voie de recours formée contre cette décision, et ce, dans les deux mois à partir de sa notification.